



TABLEAU DE BORD GENERAL DU PLAN DE RELANCE

Classement des mesures par axe du plan de relance et par numéro

Ministère en charge	Axe du plan de relance	MESURES				
		N°	Libellé	Délai de mise en œuvre	Service instructeur	Etat d'avancement
Des mesures créatrices d'emplois						
La relance de l'activité économique						
MET	<i>La relance de la commande publique</i>	1	Budget d'investissement 2014 de relance de la commande publique – 37 milliards FCFP de crédits de paiement inscrits et financés – avec un accent mis sur le logement social au travers de la prorogation d'une année du contrat de projet. Le budget 2014 constitue le premier outil de stimulation de l'activité économique et donc de création d'emplois	01/01/2014	DEQ	12,4 milliards de FCFP liquidés au 15 septembre 2014 (+ 63 % /2013)
MLA	<i>La relance du secteur du logement et l'accession à la propriété</i>	2	Mise en place du cadre réglementaire permettant l'agrément d'opérateurs de logements sociaux privés et définition d'un document de politique sectorielle permettant de dynamiser l'offre de logements sociaux.	01/07/2014		Texte adopté n° 2014-27 LP/APF du 25 août 2014
VP		3	Instauration d'une prime à l'acquisition ou à la construction de logements neufs individuels, sous conditions revenu modulées selon la composition du ménage (plafonnée à 2.000.000 francs pacifiques).	01/07/2014	DGAE	Loi du Pays n° 2014-26 du 14 août 2014
VP		4	Suppression et allègement des droits d'enregistrement et de transcription pour les ménages réalisant une première acquisition de logements.	01/07/2014	RCH	Loi du Pays n° 2014-17 du 27 juin 2014
MLA		5	Lancement d'un programme de travaux de réhabilitation de logements en milieu occupé (10 lotissements concernés pour 846 logements) et de sécurisation des lotissements du parc OPH (sécurisation électrique et zones à risques du PPR). Mise en place d'un dispositif d'accession à la propriété.	01/10/2014	OPH	En cours CM
La dynamisation des offres d'emplois						
MSE	<i>Le contrat d'accès à l'emploi</i>	6	Création du Contrat d' Accès à l'Emploi (CAE). Le dispositif mis en œuvre depuis le mois de janvier 2014 a permis à 1.100 personnes (avril 2014) de se réinsérer dans la vie professionnelle et de bénéficier d'un revenu d'activité.	01/01/2014	SEFI	Loi du pays n° 2014.01 du 7 janvier 2014
VP	<i>Les contrats de chantier</i>	7	Contrat de chantier : dynamiser l'emploi dans le cadre de projets ou de chantiers dont la durée est supérieure à 2 ans mais limitée dans le temps. Il constituera un outil d'assouplissement du code du travail ouvert à un grand nombre de secteurs de l'économie et permettra de combattre le travail non déclaré.	01/07/2014	DT	LP adoptée le 21/07/2014 en attente de promulgation
VP	<i>Le développement des emplois de proximité</i>	8	Chèque services aux particuliers : déplafonnement du nombre d'heures mensuelles autorisées pour les chèques emplois particuliers pour les services visant l'aide à la personne, qui passera ainsi de 52 à 80 heures par mois. Cette disposition permettra de faciliter la création d'emplois de proximité dans les secteurs d'activités liés aux services à la personne (soutien scolaire, garde d'enfants, aides aux personnes dépendantes).	01/07/2014	DT	Loi du Pays n° 2014-28 du 27 août 2014
VP		9	Services à la personne : Elaboration d'un cadre réglementaire destiné aux sociétés de placement de personnes définissant leurs activités dans le domaine des emplois de proximités et les modalités de leur placement à travers divers mécanismes d'incitation.	31/12/2014	DT	Première mouture du projet de texte en cours d'examen (Cabinet VP)



TABLEAU DE BORD GENERAL DU PLAN DE RELANCE
Classement des mesures par axe du plan de relance et par numéro

Ministère en charge	Axe du plan de relance	MESURES				
		N°	Libellé	Délai de mise en œuvre	Service instructeur	Etat d'avancement
Des mesures de relance sectorielle						
Le tourisme						
MTE	<i>Favoriser la création de grands ensemble hôtelier intégrés</i>	10	Instauration de dispositifs incitatifs (mises à dispositions d'emprises foncières publiques, exonération ou allègements fiscaux) en faveur du développement de grands projets touristiques.	01/06/2014	CAB VP - PR	Loi du pays n° 2014.12 du 26 mai 2014
MTE		11	Mise en œuvre d'un programme d'aménagement de nos principaux sites touristiques (trois cascades, Pointe Venus, trou du souffleur,...) et réhabilitation ou création de sites culturels, de loisirs et d'écotourisme (écomusée Arahurahu (culture), domaine d'Opunohu (écotourisme et tourisme culturel), mémorial américain à Bora Bora, Musée Gauguin, jardin botanique, centre culturel de Vaïami).			
MTE	<i>Attirer de nouveaux flux touristiques</i>	12	L'amélioration de la desserte aérienne par une meilleure maîtrise du coût de l'escale internationale de TAHITI-FAAA et par la stimulation de la concurrence sur les lignes intérieures et internationales.			
MTE		13	Réduction du coût du transport aérien induite par les gains de productivité liés à la poursuite de la politique de diminution des charges et la modernisation de la flotte d'ATN.			
MET		14	Création d'un aérodrome de dégagement permettant de sécuriser les lignes existantes et de réduire le coût d'accès à la Polynésie française, et susceptible de devenir un nouveau point d'entrée.			
VP		15	Prorogation du régime d'exonération de droits et taxes relatif aux marchandises et équipements destinés à la rénovation et la modernisation des établissements hôteliers classés.	01/05/2014	DICP	Loi du pays n° 2014.09 du 2 mai 2014
VP		16	Octroi de prêts à taux bonifiés par la SOFIDEP pour les investissements liés à la rénovation, à la modernisation et aux actions de promotion commerciales des pensions de famille.	01/10/2014	SOFIDEP	Projet de convention à soumettre à l'APF
VP		17	Mesures incitatives en faveur du tourisme nautique avec : . L'augmentation de la durée du régime des admissions temporaires (passage de 18 à 36 mois) et la suppression du délai de carence, . Une fiscalité allégée lors de la mise à la consommation des navires	22/04/2014	DDI	Arrêté n° 658/CM du 22 avril 2014
				01/07/2014	DICP	Loi du pays n° 2014-18 du 15 juillet 2014
MET			. L'aménagement des escales dans les îles principales de la Polynésie française (quais de Paopao, Papetoai, Bora, Fakarava...).		DDI	Loi du pays n° 2014-23 du 22 juillet 2014



TABLEAU DE BORD GENERAL DU PLAN DE RELANCE
Classement des mesures par axe du plan de relance et par numéro

Ministère en charge	Axe du plan de relance	MESURES				
		N°	Libellé	Délai de mise en œuvre	Service instructeur	Etat d'avancement
Les ressources de la mer						
VP	<i>Développer une aquaculture tournée vers l'exportation</i>	18	Instauration de mesures fiscales incitatives visant à créer une zone franche dans l'archipel des Tuamotu Gambier pour le développement de grands projets aquacoles.	01/05/2014	DICP	Loi du pays n° 2014.08 du 24 avril 2014
MRM		19	Valorisation de l'ensemble des filières aquacoles prenant en compte la nature et la quantité de la ressource, les débouchés commerciaux locaux et à l'exportation et les modalités de préservation et de gestion durable de la ressource (bénitiers, holothuries, ...).			
PR - MRM - MET	<i>Accompagner le développement de la pêche</i>	20	Redéfinition du futur complexe portuaire de Faratea (infrastructures portuaires, équipements d'entretien et de réparation navale, dock flottant, bâtiments pour le conditionnement et le stockage des produits, zones dédiées à l'installation des entreprises).			
MRM		21	Réorganisation du fonctionnement du port de pêche de Papeete (modernisation de la criée, caractère obligatoire du passage par la criée, mise en place d'une régie d'avance pour fluidifier les opérations) et restructuration de la S3P (privatisation par la sortie progressive ou immédiate du pays du capital de la société).			
MRM		22	Redynamisation des filières de pêche côtière et lagonaire par la mise en place de structures de collecte et de commercialisation de poissons autour de Tahiti pour la pêche côtière et dans l'archipel des Tuamotu pour les produits lagonaire.			
VP	<i>Favoriser le développement d'une industrie de construction et de réparation navale</i>	23	Relance de la construction navale à laquelle sera consacrée une enveloppe de crédits d'impôts de 300 à 400 millions FCFP et adoption de mesures économiques destinées à renforcer la compétitivité de nos chantiers navals.	30/06/2014	DGAE	CCAF tenue le 03/06/2014
MRM	<i>Créer une économie tournée vers la valorisation des ressources de la mer</i>	24	Création par le pays et l'Etat d'un centre de recherche à Paea. Cet ensemble regrouperait l'IFM-PC, l'IFREMER, le pôle Faahotu, les structures de l'Etat et du Pays effectuant des recherches sur la mer et les ressources de l'océan (y compris les ressources minières sous-marines).			
MRM	<i>Soutenir notre perliculture</i>	25	Modernisation du cadre réglementaire portant définition, classification et contrôle des produits perliers (certification d'origine) afin de mieux valoriser notre perle.			
MRM		26	Définition et mise en place en concertation avec l'ensemble des professionnels du secteur d'une stratégie de promotion des perles de Polynésie française (organisation locale des ventes aux enchères en Polynésie française).			
La transition énergétique						
MTE	<i>Protéger efficacement l'environnement</i>	27	Généralisation et mise en œuvre de la responsabilité élargie des producteurs (REP), pour créer, organiser et financer les filières de traitement spécifiques à chaque catégorie de déchets (véhicules, pneus, piles, ...).			
MTE MEE		28	Etablissement et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de formation et de sensibilisation des enseignants aux problématiques environnementales dans le cadre des projets d'établissements. Ces derniers seront couplés à une action de moyen et long terme de dépollution des lagons et des rivières en partenariat avec le secteur associatif et le monde éducatif.			



TABLEAU DE BORD GENERAL DU PLAN DE RELANCE

Classement des mesures par axe du plan de relance et par numéro

Ministère en charge	Axe du plan de relance	MESURES				
		N°	Libellé	Délai de mise en œuvre	Service instructeur	Etat d'avancement
VP	<i>Favoriser un urbanisme moins consommateur de ressources</i>	29	Mesures incitatives en faveur de l'équipement écologique des logements (chauffe-eaux solaires, panneaux photovoltaïques, cuves de rétention des eaux pluviales, équipements électriques basse consommation, système de capteurs de mouvements, double vitrages).	31/12/2014	DICP DDI	Loi du pays n° 2014.24 du 22 juillet 2014
MTE MET		30	Définition d'un label polynésien de la construction HQE en partenariat avec la CCISM et les professionnels du secteur de la construction et obligation pour les services et établissements publics de réaliser une étude technique de développement durable dans le cadre de tous les projets de constructions neuves.			
VP	<i>Favoriser le transport propre et le transport public</i>	31	Soutien au développement des transports propres par la suppression de l'ensemble des droits et taxes d'importation frappant les véhicules de transport hybrides individuels et publics.	01/07/2014	DDI	Arrêté n° 880/CM du 6 juin 2014
					DICP	Loi du pays n° 2014-18 du 15/07/2014
MET		32	Déploiement progressif de lignes de transport public dans la zone urbaine de Papeete avec circuits courts et régularité de la desserte. Ce déploiement sera ensuite étendu géographiquement en partenariat avec les communes.			
PR	<i>Stimuler le développement des énergies renouvelables</i>	33	Soutien au développement des énergies renouvelables par une révision des politiques tarifaires de l'énergie (formule tarifaire et l'électricité et tarifs spécifiques de rachat des énergies renouvelables).			
MTE-VP		34	Redéfinition des dispositifs de régulation et de péréquation des prix des hydrocarbures dans le cadre des différentes activités économiques.			
PR - MTE	<i>Relance de la politique de développement des énergies renouvelables</i>	35	Valorisation de notre potentiel hydraulique par l'étude et la réalisation de centrales hydroélectriques prenant en compte la dimension écologique et environnementale de nos vallées.			
PR		36	Lancement d'un audit de fonctionnement des centrales hybrides des Tuamotu (6) et poursuite du programme de développement des centrales hybrides dans les îles éloignées.			
Développer l'économie numérique						
MLA		37	Déploiement de la fibre optique pour permettre la mise en place du très haut débit de l'Internet à Tahiti (Fiber to Home) et améliorer de la qualité du service rendu aux usagers.			
MLA		38	Création d'un incubateur permettant le développement et la création d'entreprises spécialisées dans les services numériques. La structure apportera un soutien en termes d'hébergement, de conseils, d'appui administratif durant la phase de lancement des entreprises.			
MLA		39	Création d'un cadre réglementaire destiné à favoriser la production audiovisuelle et cinématographique (APC) et à soutenir la création et le développement numérique.	01/09/2014	DGEN	Texte adopté n° 2014-14 LP-APF du 25 juin 2014



TABLEAU DE BORD GENERAL DU PLAN DE RELANCE
Classement des mesures par axe du plan de relance et par numéro

Ministère en charge	Axe du plan de relance	MESURES				
		N°	Libellé	Délai de mise en œuvre	Service instructeur	Etat d'avancement
Des mesures pour rendre notre économie plus compétitive						
Libéraliser notre économie						
VP	<i>Stimuler la concurrence</i>	40	Grand droit de la concurrence - Instauration d'un droit de la concurrence et création d'une autorité administrative indépendante (AAI) chargée d'en assurer la régulation.	01/08/2014	DGAE	Texte adopté n° 2014-15 LP-APF du 25 juin 2014 en attente de promulgation
			Petit droit de la concurrence - Instauration des dispositions réglementaires relatives à la transparence des relations commerciales entre les entreprises.			Soumis à l'examen de l'APF par lettre n° 3603/PR du 04/07/2014
VP		41	Elaboration d'une loi de pays relative à la protection des consommateurs (transparence des contrats, modalités sur la tacite reconduction des contrats, procédures collectives, lisibilité des clauses commerciales, ...). Ce texte permettra de renforcer les droits des consommateurs dans un contexte de plus grande concurrence des entreprises.	01/11/2014	DGAE	Projet en cours de rédaction
VP	<i>Encourager l'initiative privée</i>	42	Instauration de mesures facilitant l'initiative privée. L'objectif visé est d'améliorer significativement l'indice de facilité à entreprendre de la Polynésie (indice établi par la Banque Mondiale). Les critères déterminants de la fixation de l'indice comprennent la création d'entreprise, l'obtention d'un permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investisseurs, le paiement des taxes, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats et la résolution de l'insolvabilité).	31/12/2014	DGAE	Travaux préparatoires en cours
		43	Faciliter et soutenir le financement des TPE et des PME au travers de prêts à taux bonifiés sans garantie destiné à financer le développement des petites entreprises qui ont le plus de difficulté dans l'accès aux financements bancaires. Cette opération sera effectuée dans le cadre d'un partenariat BPI – AFD – SOFIDEP.	01/10/2014	SOFIDEP	Projet de convention à soumettre à l'APF
		44	Abaisser à 20.000 F CFP le niveau de la franchise dont bénéficie à l'entrée des colis postaux afin de dynamiser le commerce de détail et de renforcer la capacité d'emplois dans ce secteur.	01/07/2014	DDI	Loi du pays n° 2014-20 du 22 juillet 2014
		45	Remplacement de l'impôt sur les transactions par un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les revenus fonciers et les autres revenus professionnels. Cette réforme n'impactera pas le régime actuel des TPE soumises à une imposition forfaitaire dès lors que le chiffre d'affaires n'excède pas 5 millions FCFP.	31/12/2014	DICP	Projet en cours de rédaction
		46	Mise en place d'un cadre réglementaire pour la création des fonds de dotation destinés à favoriser le financement par les entreprises d'actions d'intérêt général dans le domaine de la culture, de l'environnement, etc. couplé à un dispositif d'incitations fiscales.	31/12/2014	DICP	Travaux préparatoires en cours



TABLEAU DE BORD GENERAL DU PLAN DE RELANCE

Classement des mesures par axe du plan de relance et par numéro

Ministère en charge	Axe du plan de relance	MESURES				
		N°	Libellé	Délai de mise en œuvre	Service instructeur	Etat d'avancement
Lutter contre la cherté de la vie						
VP		47	Modernisation du dispositif de contrôle des prix des produits de première nécessité (PPN) et des produits de grande consommation (PGC) par une redéfinition de la liste des PPN au travers de critères multiples (caractère essentiel du produit, problématiques de santé publique, fixation des marges autorisées, ...). Accroissement des effectifs de la cellule de contrôle des prix .	31/12/2014	DGAE DDI	
VP		48	Mise en œuvre d'un processus de réduction progressive des droits et des taxes à l'importation de certains produits. Simplification des modalités de taxation des produits importés (harmonisation et suppression/substitution de certaines taxes).	31/12/2014	DGAE DDI	Travaux en cours
Moderniser, simplifier nos procédures et notre réglementation						
VP		49	Simplification et mise en cohérence du cadre réglementaire fixant les droits spécifiques à l'importation de produits en concurrence avec des productions locales (Taxe de Développement Locale) de façon à assurer une plus grande efficacité en matière de protection des productions locales et une baisse progressive des droits à l'importation dès lors que cette taxation à l'importation ne répond pas à un tel besoin de protection.	01/08/2014	DGAE DDI	Travaux en cours
PR VP		50	Modernisation, simplification et harmonisation des différents textes réglementaires relatifs à l'environnement, l'aménagement et l'urbanisme (installations classées, notices et études d'impact, aménagements, construction) afin de parvenir à une plus grande efficacité économique.	31/12/2014	DTT (VP)	Travaux partiellement engagés